

Cote du document: EB 2015/LOT/P.34
Date: 12 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République
d'El Salvador pour le Programme national de
transformation économique des zones rurales
pour "bien vivre" – Rural Adelante

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Glayson Ferrari dos Santos
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +502 2384 3100
courriel: g.ferraridossantos@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du programme	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du programme	6
A. Coût du programme	6
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VII. Recommandation	10
Appendices	
I. Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	1
II. Marco Lógico (Cadre logique)	12

Sigles et acronymes

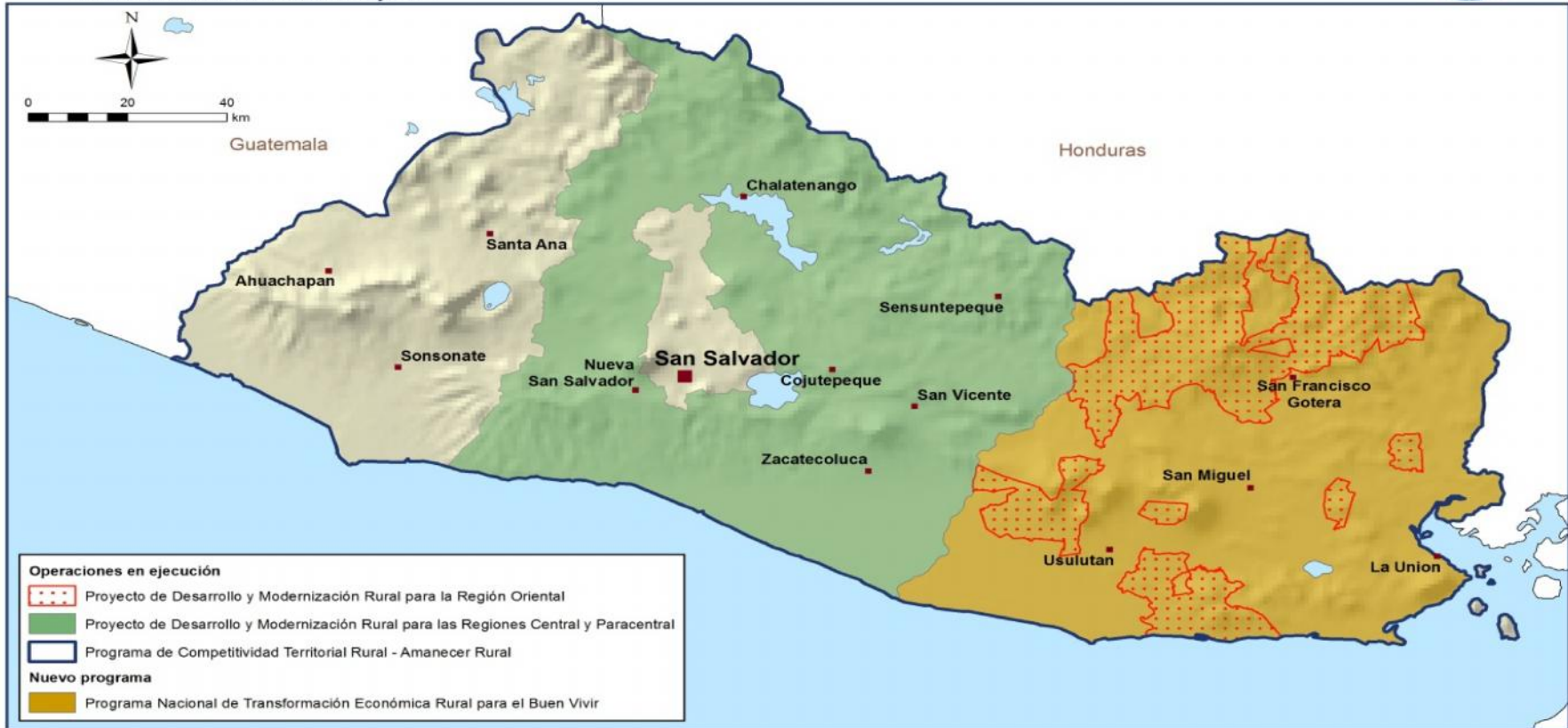
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
MAG	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UGP	Unité de gestion du programme
VAN	Valeur actuelle nette



República de El Salvador

Operaciones financiadas por el FIDA

Informe de Conclusión del Proyecto



Las denominaciones empleadas y la forma en que aparecen presentados los datos en este mapa no suponen juicio alguno del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) respecto de la demarcación de las fronteras o límites que figuran en él ni acerca de las autoridades competentes.

Mapa elaborado por el FIDA | 13-07-2015

République d'El Salvador

Programme national de transformation économique des zones rurales pour "bien vivre" – Rural Adelante

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'El Salvador
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du programme	18,69 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	10,85 millions d'EUR (équivalant approximativement à 12,13 millions d'USD)
Montant du don ASAP:	3,56 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Contribution de l'emprunteur:	500 000 USD
Contribution des bénéficiaires:	1,06 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'El Salvador pour le Programme national de transformation économique des zones rurales pour "bien vivre" – Rural Adelante, telle qu'elle figure au paragraphe 46.

Proposition de prêt et de don à la République d'El Salvador pour le Programme national de transformation économique des zones rurales pour "bien vivre" – Rural Adelante

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La densité démographique d'El Salvador est la plus forte de toute l'Amérique latine, avec une superficie d'à peine 20 742 km² et une population qui comptait, en 2014, 6 279 783 habitants. Au cours de la période 2001-2013, le taux annuel de croissance démographique a été de 0,5%, le plus faible de l'Amérique centrale et l'un des plus faibles de l'Amérique latine dans son ensemble, du fait de soldes migratoires négatifs et de la faiblesse du taux brut de natalité.
2. El Salvador est un pays à revenu intermédiaire. L'économie a évolué, passant d'un modèle agricole à un modèle fondé sur les services, la consommation, et les exportations agricoles et industrielles non traditionnelles. Au cours de la période 2001-2013, le PIB réel a augmenté de 1,9% par an et le RNB par habitant de 1,19% par an. En 2013, l'inflation était de 0,76%, alors qu'elle avait atteint 7,26% en 2008. La faiblesse de la croissance résulte en partie des faibles niveaux d'investissement – avec pour conséquence des emplois en nombre insuffisant et de qualité médiocre, et une croissance limitée des revenus de la population. La faiblesse de la croissance économique est directement liée à la médiocre productivité, tant générale que sectorielle, à l'insécurité et à la criminalité.
3. La pauvreté, en El Salvador, est associée à la fois à des facteurs historiques internes – comme la guerre civile, le modèle économique et le modèle de marché, et les catastrophes naturelles (comme le tremblement de terre de 2011) – et, plus récemment, à une série de chocs externes (comme la chute des prix du café, la récession mondiale et la hausse des prix du pétrole), qui ont contribué à la faiblesse de la croissance économique et à la lenteur des progrès du point de vue des indicateurs sociaux. La pauvreté touche en particulier les groupes de population vulnérables et habituellement exclus: peuples autochtones, enfants, jeunes, femmes et personnes âgées. Parmi les jeunes ruraux de la tranche d'âges de 18 à 35 ans, 38% vivent en situation de pauvreté et sont sérieusement touchés par la criminalité et la violence. Parmi les femmes rurales, qui sont nombreuses à être affectées par le chômage et la violence familiale, on compte 42% de pauvres. Bien que l'on ne dispose pas de chiffres exacts sur la population autochtone d'El Salvador, les estimations du Ministère de la santé font état de la présence, dans la seule région Est, de 32 725 membres de ces populations (2014), dont l'immense majorité vit en situation de pauvreté. Ce groupe de population a très longtemps été marginalisé, jusqu'à ce que l'Assemblée législative en reconnaisse officiellement l'existence en 2014.

4. Au cours de la période 2000-2013, la pauvreté a diminué dans le pays. Le pourcentage de ménages vivant dans la pauvreté a reculé, passant de 38,8% à 29,6%, grâce à une réduction de 18% de la pauvreté rurale. La pauvreté urbaine a elle aussi légèrement reculé, passant de 29,9% à 26,2%.
5. Malgré la réduction de la pauvreté globale en général et de la pauvreté rurale en particulier, le secteur agricole a connu une faible croissance, résultant de la crise de l'agriculture traditionnelle d'exportation, du faible niveau des investissements privés, nationaux et étrangers, et d'une vulnérabilité environnementale croissante. Dans le secteur agricole, la forte volatilité des prix, en particulier des intrants et des produits, a accru l'incertitude et réduit les incitations à investir dans l'agriculture. La contribution de ce secteur au PIB a légèrement diminué au cours de la période 2001-2013, passant de 10,12% en 2001 à 10% en 2013.
6. Le changement climatique et l'instabilité croissante du climat qui lui est associée constituent l'un des plus grands défis auxquels soit confrontée l'agriculture, du fait de l'ampleur et de la fréquence des événements extrêmes qui ont provoqué des pertes et des dommages économiques significatifs au cours des dernières décennies. El Salvador figure parmi les pays les plus vulnérables de la planète au changement climatique. Son exposition aux précipitations intenses dans le Nord-Est et aux sécheresses récurrentes dans l'Est (la zone du corridor sec) entraîne des pertes, en particulier pour les petits agriculteurs.
7. Afin de stimuler la croissance économique et sociale, le Gouvernement d'El Salvador a lancé un Plan quinquennal de développement 2014-2019. Ce document définit une feuille de route visant à réaliser un développement équitable et inclusif grâce auquel la population pourra bien vivre. Le plan met en relief trois priorités: l'emploi productif, grâce à un modèle de croissance économique soutenue; l'éducation, comprenant l'inclusion et l'équité sociale; et la sécurité effective des citoyens. Le plan reconnaît aussi que les politiques environnementales et d'atténuation des risques constituent un impératif social et économique. Ces priorités sont conçues pour atteindre, dans un délai de cinq ans, un Indice de développement humain de 0,7, valeur associée aux pays ayant un niveau supérieur de développement humain.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

8. Les priorités des politiques, tant nationales que sectorielles, préconisent un certain nombre de mesures pour créer des possibilités de bien vivre, pour toute la population, tout en reconnaissant les différences et les besoins des divers groupes de populations. Les priorités et les intérêts du FIDA dans le pays sont alignés sur les politiques gouvernementales, puisque les domaines de complémentarité sont les suivants: le développement économique; le développement du potentiel humain; l'inclusion et l'équité, spécialement pour les jeunes, les femmes et les peuples autochtones; la production durable avec une capacité d'adaptation au changement climatique; la concertation entre le gouvernement et la société par l'encouragement au dialogue et à la participation des citoyens; et la promotion de la gestion axée sur les résultats.
9. D'autre part, le Programme national de transformation économique des zones rurales pour "bien vivre" – Rural Adelante est pleinement compatible avec les objectifs stratégiques définis dans le nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) élaboré par le FIDA pour El Salvador, à savoir: i) améliorer l'accès des exploitants familiaux aux ressources, aux technologies et aux informations, afin qu'ils développent une agriculture plus durable et mieux adaptée au changement climatique; ii) promouvoir l'autonomisation économique des jeunes, des femmes rurales et des peuples autochtones, par le biais d'un appui au développement d'entreprises agricoles et non agricoles et d'un encouragement à la création de possibilités d'emploi dans les

zones rurales; et iii) appuyer les efforts déployés par le gouvernement pour que les dépenses et les investissements publics dans les zones rurales soient plus efficaces, plus efficaces et plus équitables.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Au cours de la première phase, la zone d'intervention du programme comprendra les quatre départements de la région Est d'El Salvador – La Unión, Usulután, San Miguel et Morazán – et les 87 municipalités qui les composent. Compte tenu de leur état de pauvreté et de leur vulnérabilité au changement climatique, on accordera en premier lieu la priorité aux municipalités situées dans les zones du nord et du centre de la région, et ensuite à celles situées au sud, conformément aux priorités nationales et sectorielles. La région Est fait partie du corridor sec, et souffre de phénomènes cycliques de sécheresse, qui est l'une des causes principales des situations de crise et des catastrophes sociales, environnementales, de la production et économiques.
11. Le groupe cible comprend les populations rurales vivant en situation de pauvreté dans la région Est et ayant un potentiel de production et d'association. Le programme poursuivra trois stratégies pour atteindre la population cible: i) une stratégie fondée sur les filières; ii) une stratégie de ciblage fondée sur la sélection des organisations participantes; et iii) une stratégie de ciblage social fondée sur la sélection de familles et de personnes parmi les groupes les plus exclus: les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.
12. Grâce à leur participation aux organisations, ou à titre individuel dans le cas des jeunes et des adultes participant au programme de formation technique qui leur est destiné, 8 300 familles au total bénéficieront directement et, selon les estimations, 33 200 autres personnes bénéficieront directement ou indirectement. Les bénéficiaires directs seront principalement des chefs de ménage, femmes ou hommes, des jeunes et des femmes, agissant en qualité de représentants aux fins du programme, tandis que les bénéficiaires indirects seront les membres du noyau familial des représentants directs, dont on estime le nombre à quatre par famille.
13. Les femmes représentent 40% des bénéficiaires directs du programme Rural Adelante, les jeunes 20% et les peuples autochtones 5%. Pour ce qui concerne les jeunes; les femmes et les hommes ont été inclus en nombre égal, pour continuer à encourager une participation égalitaire des deux groupes et la création d'une relève générationnelle plus équitable.

B. Objectif de développement du programme

14. L'objectif de développement du programme Rural Adelante est d'accroître de manière durable les revenus des familles rurales pauvres dans les départements de San Miguel, Usulután, La Unión et Morazán, et de faciliter leur adaptation au changement climatique. Le programme aura atteint son objectif lorsqu'au moins 8 300 familles (c'est-à-dire 33 200 bénéficiaires) auront bénéficié de services du projet, 5 900 familles ayant un plan d'exploitation auront amélioré leurs revenus¹ et 5 000 producteurs (c'est-à-dire 20 000 bénéficiaires) auront été dotés de plans d'exploitation organisationnels plus résilients face au changement climatique.

¹ Mesuré par le revenu brut accru de 100% pour une ou plusieurs années, en prenant en compte les sources de revenu associées au programme, autrement dit la diversification.

C. Composantes/résultats

15. Le programme s'articule autour des quatre composantes interdépendantes:

- a) Renforcement des capacités en faveur d'une production durable capable d'adaptation au changement climatique. Cette composante a pour objectif d'améliorer les services de recherche, de vulgarisation, d'enseignement et de formation afin de mettre en place des filières prioritaires suivant une approche d'adaptation au changement climatique. Cette composante visera à créer des savoirs par: i) la création d'un service d'information sur le climat; ii) la réalisation de recherches et d'innovations technologiques; iii) l'élaboration de plans d'adaptation au changement climatique; et iv) le renforcement des talents humains. Ce dernier point inclut deux initiatives: i) élaborer une offre de formation à l'intention des producteurs liés aux filières; et ii) concevoir et exécuter un programme de formation technique destiné aux jeunes et aux adultes.
- b) Développement de filières compétitives, durables et inclusives. L'objectif de cette composante est de promouvoir un accès durable aux marchés pour les groupes cibles – petits exploitants agricoles, femmes, jeunes et populations autochtones – comme moyen d'accroître les revenus des familles rurales pauvres. À cet effet, on encouragera une approche axée sur des filières compétitives, inclusives et durables, fondées sur la demande du marché. On s'attend à ce que les organisations introduisent les améliorations nécessaires pour garantir la vente des produits de haute qualité exigés par le marché. Le programme encouragera les acteurs de la filière – fournisseurs d'intrants, prestataires d'assistance technique et de formation, prestataires de services financiers, centres privés et publics de collecte et de commercialisation – pour parvenir à une coordination plus efficiente et nouer des partenariats stratégiques en vue de renforcer les liens au sein de la filière et les services d'appui à celle-ci.
- c) Renforcement du cadre général des politiques publiques de développement rural. Cette composante a pour objectif le renforcement du cadre normatif et institutionnel du développement rural. On appuiera, par le biais de ce cadre, l'analyse, la formulation et la mise en œuvre de politiques en rapport avec les filières choisies, l'égalité entre les sexes, la jeunesse rurale et les peuples autochtones, et de politiques environnementales et d'adaptation au changement climatique. On apportera, à cet effet, un appui aux capacités fonctionnelles du Ministère de l'Agriculture et de l'élevage (MAG), de l'Institut national de la jeunesse (INJUVE), des municipalités, ainsi que des associations de producteurs, de membres des populations autochtones, de jeunes ruraux et de femmes en milieu rural. On attend de cette composante qu'elle renforce les capacités des populations autochtones, des femmes et des jeunes en milieu rural, afin qu'ils améliorent leur participation au cycle des politiques publiques relatives au développement rural.
- d) Gestion et suivi-évaluation du programme. Cette composante concerne la gestion et l'administration du programme, y compris le S&E.

III. Exécution du programme

A. Approche

16. L'approche suivie par le programme s'appuie sur trois piliers favorisant la durabilité des initiatives: compétitivité, inclusion et durabilité. Ces trois aspects dessinent le cadre de référence ou l'approche orientant les décisions stratégiques et opérationnelles à prendre pour atteindre les objectifs et les résultats escomptés; ils fournissent, autrement dit, les éléments qui déterminent qu'une mesure donnée peut être incluse dans le programme parce qu'elle conforme à ces trois piliers.

17. La compétitivité fait référence à la capacité accrue, de la part des organisations, des familles et des personnes, de participer aux marchés de biens et de services autour de filières choisies avec la qualité, la quantité et la fréquence requises. L'inclusion, qui ne se rapporte pas uniquement aux différences de genre, de culture et de secteur économique d'origine, vise à créer et à défendre une harmonisation des règles du jeu – afin que tous puissent bénéficier des mêmes conditions et des mêmes possibilités dans l'accès aux ressources, aux débouchés et aux plateformes participatives et décisionnelles dans le cadre du programme. La durabilité suppose que toutes les interventions du programme soient orientées vers le respect et la garantie de la qualité environnementale, afin d'éviter la dégradation de l'environnement, de préserver et protéger les ressources naturelles, de promouvoir la conception et l'utilisation de technologies capables de s'adapter au changement climatique, ainsi que l'utilisation de mesures d'atténuation pour prendre en compte les catastrophes naturelles et la gestion des risques, aboutissant ainsi à une résilience accrue de la population face aux risques environnementaux.

B. Cadre organisationnel

18. C'est au Ministère de l'Agriculture et de l'élevage (MAG) qu'incombera la responsabilité de l'exécution du programme. La mise en place de l'Unité de gestion du programme (UGP), qui disposera d'une autonomie fonctionnelle mais rendra compte au MAG, relèvera aussi du MAG en sa qualité d'organisme d'exécution, par l'intermédiaire de la Direction générale du développement rural (DGDR). L'UGP sera dirigée par la direction du programme. L'exécution fera également intervenir le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en tant qu'organisme administrant les ressources et de prestataire de services spécialisé, et dont les activités comprendront une stratégie de renforcement des capacités du MAG en matière de passation des marchés.
19. La structure de l'UGP comprendra un directeur général, cinq unités consultatives (administration et finances; communication; renforcement des capacités; inclusion, genre et planification; et S&E et gestion des savoirs). Elle comprendra en outre trois spécialistes jouant un rôle de coordination dans des domaines thématiques: environnement et adaptation au changement climatique, entreprises rurales, et politique des pouvoirs publics. Le personnel dont disposera l'UGP au titre de l'administration financière comprendra un administrateur, un comptable, un spécialiste de la passation des marchés, un aide comptable, un assistant financier responsable du système intégré d'administration financière (SAFI) et un logisticien.
20. Aux fins de l'exécution du programme et de ses composantes, l'UGP conclura les accords nécessaires avec des entités locales, nationales, publiques et privées. À cet effet, les procédures de sélection et d'accréditation des prestataires de services seront fondées sur les besoins et les stratégies des filières, leurs plans d'activité organisationnels et d'autres initiatives.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

21. On concevra et mettra en place, dans le cadre du programme, un système de planification et de suivi que la direction utilisera comme instrument de gestion pour faciliter les plateformes d'apprentissage, l'échange d'expériences, les bonnes pratiques et la diffusion des résultats, ainsi que pour produire des informations pertinentes et actualisées sur la performance du programme, en mettant l'accent sur la mesure des résultats (résultats, produits et impact).

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

22. La DGDR du MAG, par l'intermédiaire de l'unité administration et finances de l'UGP, sera responsable de la gestion financière du programme – y compris le plan de travail annuel, le flux de fonds, les décaissements, les contrôles internes, la comptabilité, l'établissement des rapports financiers et l'audit. En outre, en vue

d'améliorer la gestion des fonds, le MAG signera un accord avec le PNUD, lequel apportera un appui à l'administration des ressources et aux procédures de passation des marchés du programme, qui utilisera le SAFI pour l'enregistrement des transactions comptables.

23. Flux de fonds. Par l'intermédiaire du MAG, l'emprunteur/bénéficiaire ouvrira, auprès de la Banque centrale de réserve d'El Salvador, un compte désigné exclusivement réservé aux fonds du prêt et un autre compte désigné exclusivement réservé aux fonds du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP).
24. Passation des marchés. Les marchés pour l'achat de biens, et les marchés de travaux et de services de consultants au titre du programme seront passés conformément aux directives du FIDA pour l'achat des biens et la passation des marchés de travaux et services pour les projets du FIDA.
25. Le PNUD apportera un appui au programme dans le cadre des procédures de passation des marchés, et l'accord entre le MAG et le PNUD comprendra des activités de renforcement des capacités du Bureau du Ministère chargé des achats et de la passation des marchés.
26. Audit. Les états financiers consolidés annuels seront audités annuellement par un auditeur indépendant conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Tous les comptes du projet seront audités, y compris ceux afférents aux fonds du prêt, aux fonds du don et aux fonds de la contrepartie nationale. Les rapports d'audit seront communiqués au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice financier.

E. Supervision

27. Le FIDA assurera la supervision directe du programme. Un appui à l'exécution sera fourni dès le début du programme en vue d'une préparation adéquate avant le démarrage. Le FIDA et l'emprunteur procéderont à un examen à mi-parcours après la troisième année d'exécution du programme.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

28. Le coût total du programme s'élèvera approximativement à 18,69 millions d'USD, y compris les imprévus. Les dépenses relatives à la composante 1 seront de 3,64 millions d'USD, équivalant à 19% du total, et la composante 2 coûtera 10,46 millions d'USD, correspondant à 56% de l'investissement total. Pour la composante 3, les dépenses s'élèveront approximativement à 1,22 million d'USD, soit 7% du total. Le coût de la composante 4, enfin, sera d'approximativement 3,37 millions d'USD, soit 18%.

Tableau 1
Coût du programme par composante et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Composante	Prêt FIDA		Don de l'ASAP		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Renforcement des capacités pour une production durable capable d'adaptation au changement climatique			3 642	100%					3 642	19%
2. Développement de filières compétitives, durables et inclusives	8 195	78%	1 203	12%	1 062	10%			10 460	56%
3. Renforcement du cadre général des politiques publiques de développement rural	992	81%	155	13%			72	6%	1 219	7%
4. Gestion et suivi-évaluation du programme	2 940	87%					428	13%	3 368	18%
Total	12 127	65%	5 000	27%	1 062	5 %	500	3%	18 689	100%

B. Financement du programme

29. La ventilation du financement combiné du programme par source de financement est la suivante: l'emprunteur versera une contribution de 500 000 USD (3%), le prêt du FIDA apportera approximativement 12,13 millions d'USD (65%), le don de l'ASAP, 5 millions d'USD (27%), et les bénéficiaires fourniront 1,06 million d'USD en nature ou en espèces (5%).

Tableau 2
Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt FIDA		Don de l'ASAP		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Véhicules, équipement et matériaux	456	91%					42	9%	498	3%
2. Assistance technique/accords institutionnels	497	17%	2 404	83%					2 901	16%
3. Assistance technique/accords de service	3 248	93%	155	4%			72	2%	3 475	19%
4. Subventions/entreprises rurales	5 712	64%	2 203	25%	1 062	12%			8 977	48%
5. Traitements/dépenses de fonctionnement	2 214	78%	238	8%			386	14%	2 838	15%
Total	12 127	65%	5 000	27%	1 062	6%	500	3%	18 689	100%

C. Résumé des avantages et analyse économique

30. La méthode des coûts-avantages a été utilisée pour l'analyse économique, sur la base d'un calcul des avantages annuels nets supplémentaires pour la période décennale choisie. L'analyse coûts-avantages ou analyse de rentabilité a été effectuée sur la base du taux de rentabilité et de la valeur actuelle nette (VAN). Le taux de rentabilité a été calculé sur la base du flux économique de fonds produit par le programme Rural Adelante (taux de rentabilité économique). De manière générale, un projet est considéré comme économiquement viable si le taux de rentabilité est supérieur au coût d'opportunité du capital, 12% dans le cas de ce programme. Les avantages et les coûts économiques sur une période de dix ans ont été pris en compte pour le calcul du taux de rentabilité.
31. Le taux de rentabilité financière de l'ensemble du programme est de 20% pour une VAN de 6,40 millions d'USD, alors que si l'on calcule le taux de rentabilité financière sur une période de 20 ans, la VAN serait de 22,20 millions d'USD.

D. Durabilité

32. Depuis que l'approche de Rural Adelante a été proposée, les plans ont prévu que les mesures et les innovations demeurent en place au-delà de la période d'exécution du programme. Plus précisément, la durabilité devrait être atteinte une fois que la population cible sera en mesure de reproduire ce qui est proposé ou exécuté et d'aller même plus loin, en atteignant la capacité de poursuivre le développement des innovations – autrement dit lorsque les membres du groupe cible disposent du potentiel d'innover pour pouvoir apporter, de manière volontaire, des adaptations et des changements, à leur propre avantage et à celui des organisations et des filières auxquelles ils participent. De même, la durabilité sera réalisée lorsque le MAG pourra reproduire, améliorer et adapter les innovations.

E. Identification et atténuation des risques

33. Les risques recensés dans l'exécution du programme ont une probabilité faible à moyenne de se concrétiser, et peu d'impact potentiel sur la réalisation des objectifs et des produits escomptés.
34. Parmi les principaux risques, on relève: i) les graves conséquences des phénomènes naturels et climatiques dans la région Est; et ii) l'intensification de la criminalité et de la violence dans la zone du programme.
35. Des mesures pourraient être envisagées pour atténuer ces risques, et notamment: i) l'adoption, par Rural Adelante et d'autres projets du FIDA en cours dans la région, de mesures concrètes de gestion des risques pour faire face aux phénomènes naturels et climatiques; ii) le maintien de plans de circonstance et de règlements de sécurité clairs pour le personnel du programme; et iii) l'établissement d'un dialogue permanent avec les autorités compétentes dans la zone du programme.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

36. La proposition de programme répond à l'objectif général du Cadre stratégique du FIDA (2011-2015) et contribue à la réalisation des objectifs stratégiques concernant l'amélioration de l'accès à des services propres à réduire la pauvreté, et à la promotion de facteurs économiques et naturels destinés à renforcer la résilience des populations rurales défavorisées. En outre, l'approche et les stratégies d'exécution du programme sont alignées sur les politiques et les stratégies du FIDA concernant la concertation sur les politiques, le ciblage des populations rurales pauvres, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'engagement aux côtés des peuples autochtones (y compris les questions relatives au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause), la gestion des ressources naturelles et l'environnement, le changement climatique, les procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, la finance rurale et le risque lié à la gestion commerciale, et la gestion des savoirs et l'innovation.

B. Alignement et harmonisation

37. Les priorités et les centres d'intérêt du FIDA dans le pays sont alignés sur les politiques du Gouvernement salvadorien. Les domaines de complémentarité sont notamment le développement économique; le développement du potentiel humain; l'inclusion et l'équité, spécialement pour les jeunes, les femmes et les peuples autochtones; la production durable adaptée au changement climatique; la consultation entre le gouvernement et la société par la promotion du dialogue et de la participation des citoyens; et la promotion de la gestion axée sur les résultats.
38. Dans le secteur, l'intervention du FIDA est conforme aux priorités que constituent la promotion de la souveraineté et de la sécurité alimentaires; le développement de la production grâce aux filières; la viabilité écologique et l'adaptation au

changement climatique; le développement de l'agriculture familiale; la redynamisation des coopératives et la modernisation des institutions.

39. De plus, le programme abordera directement les objectifs stratégiques du COSOP 2015-2019 axé sur les résultats.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

40. Pour le Gouvernement salvadorien comme pour le FIDA, cette nouvelle opération offre l'occasion d'exploiter les expériences des dernières années concernant le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale dans la région Est. Ces expériences sont notamment le Projet de développement rural dans la région du nord-est (PRODERNOR), le Projet de développement rural et de modernisation pour la région Est (PRODEMORO) et, plus récemment, le Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (Amanecer Rural) – s'ajoutant à la participation à des programmes régionaux portant, entre autres, sur l'égalité des sexes, la concertation sur les politiques et les envois de fonds. Les opérations de prêts et de dons du FIDA ont produit un capital humain et social considérable, essentiel pour le bond qualitatif que le pays entend effectuer en redynamisant la capacité productive et entrepreneuriale dans les zones rurales par le renforcement des initiatives économiques rentables.
41. Une nouvelle intervention dans la région Est a pour fondement la transformation du modèle économique, social et environnemental traditionnel, que l'on espère atteindre par l'introduction des éléments innovants suivants: i) le ciblage du territoire, des organisations et des personnes coordonnés sur une seule plateforme axée sur les filières, plutôt que sur les initiatives isolées comme cela se faisait habituellement; ii) la compétitivité et la demande du marché comme éléments moteurs pour la génération de revenus et la création d'emplois permanents et de qualité, et l'amélioration du bien-être; iii) la promotion de la participation collective autour d'une seule filière au sein de laquelle divers groupes et acteurs s'unissent en fonction du marché et le renforcement des critères institutionnels et de financement comme éléments de durabilité; iv) le financement du FIDA jouant un rôle de catalyseur, ventilé en proportions variables suivant la catégorie de dépenses dans le plan d'entreprise et le type d'organisation; v) l'établissement de liens entre la population cible et les services financiers afin de réduire sa dépendance à l'égard de transferts non remboursables et de lui inculquer une culture fondée sur des activités durables plutôt que sur l'assistanat; vi) le développement des entreprises de la filière suivant une approche de protection des ressources naturelles et de l'environnement, et d'adaptation au changement climatique; et vii) la promotion de l'inclusion et de l'équité dans la participation des jeunes, des femmes et des populations autochtones en tant qu'acteurs ayant besoin d'un appui pour leur développement.

D. Participation à l'élaboration des politiques

42. Le programme mettra en lumière les expériences d'intégration de la concertation sur les politiques publiques relatives aux filières au niveau régional avec d'autres plateformes de concertation déjà existantes, et avec un appui à la mise en œuvre des politiques publiques axées sur l'adaptation au changement climatique et sur l'intégration des populations autochtones, des femmes et des jeunes des zones rurales.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

43. Un accord de financement entre la République d'El Salvador et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié sera distribuée lors de la session.

44. La République d'El Salvador est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) agissant par l'intermédiaire du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP.
45. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

46. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'El Salvador un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à dix millions huit cent cinquante mille euros (10 850 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'El Salvador, au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), un don d'un montant équivalant à trois millions cinq cent soixante mille droits de tirage spéciaux (3 560 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado

"Programa Nacional de Transformación Económica Rural para el Buen Vivir - Rural Adelante"

(Negociaciones concluidas el 9 de octubre 2015)

Número del Préstamo: [insertar número]

Número de la Donación ASAP: [insertar número]

Programa Nacional de Transformación Económica Rural para el Buen Vivir - Rural Adelante (el "Programa")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

La República de El Salvador (el "Prestatario/Receptor")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes"), acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del FIDA en su 105º período de sesiones aprobó la propuesta de creación del Fondo Fiduciario del Programa de Adaptación para la Agricultura en Pequeña Escala (ASAP) del FIDA con el fin de financiar, en forma de donaciones, componentes de la cartera básica de programas y programas financiados por el FIDA para aumentar la capacidad de resiliencia de los agricultores en pequeña escala al cambio climático en las cinco esferas principales de efectos del ASAP;

CONSIDERANDO que el Fondo ha acordado conceder un Préstamo y una Donación ASAP al Prestatario/Receptor en los términos y condiciones establecidos en este Convenio;

CONSIDERANDO que el Prestatario/Receptor acepta que las actividades del Programa sean financiadas de conformidad con el presente Convenio;

Las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Programa y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 abril de 2009 (las "Condiciones Generales").

2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo y una Donación ASAP al Prestatario/Receptor, que el mismo utilizará para ejecutar el Programa de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio.

Sección B

1. A. El monto del Préstamo es de EUR 10 850 000 (Diez millones ochocientos cincuenta mil euros).
- B. El monto de la Donación ASAP es de DEG 3 560 000 (Tres millones quinientos sesenta mil derechos especiales de giro).
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias con un plazo de reembolso de dieciocho (18) años, incluido un período de gracia de tres (3) años a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones previas para el retiro de fondos. La tasa de interés será el tipo de interés variable de referencia que determine el FIDA para préstamos en euro, que actualmente está basado en el EURIBOR a seis meses más un margen variable.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el Euro (EUR).
4. El Ejercicio Financiero o Fiscal del Prestatario/Receptor aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre.
5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de abril y 15 de octubre. El capital será pagadero en 30 plazos semestrales comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales y adicionales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento el FIDA comunicará al Prestatario/Receptor el calendario de amortización correspondiente.
6. El Prestatario/Receptor, a través del Organismo Responsable del Programa, proporcionará financiación de contrapartida por un monto equivalente a quinientos mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 500 000) para la financiación de actividades. Adicionalmente a dicho monto, el Prestatario cubrirá los cargos por concepto de impuestos para los bienes y servicios adquiridos con cargo a la Financiación.
7. El Prestatario/Receptor, a través del Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG), abrirá en el Banco Central de Reserva de El Salvador, una Cuenta Designada exclusivamente para los recursos de Préstamo y otra Cuenta Designada exclusivamente para los recursos de la Donación ASAP. Ambas serán denominadas en dólares de los Estados Unidos de América.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Programa será el Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) del Prestatario/Receptor.
2. La ejecución del Programa se llevará a cabo por el MAG a través de la UGP descrita en el Anexo 1.
3. El MAG por sí mismo o a través de las instancias que determine y en acuerdo con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Programa.
4. La Fecha de Terminación del Programa será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

1. El Fondo gestionará la contabilidad interna de las cuentas del Préstamo y de la Donación ASAP y los desembolsos de los mismos y supervisará directamente el Programa.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional a los previstos en las Condiciones Generales, para la suspensión del presente Convenio: que cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Programa hayan sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado, previa consulta con el Prestatario/Receptor, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Programa.

2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas para el retiro de fondos que:

- a) El/la Gerente y Administrador del Programa haya sido seleccionado y nombrado de acuerdo a lo establecido en el Anexo 1, sección II de este Convenio.
- b) Se disponga de un borrador del Manual Operativo del Programa aceptable para el Fondo.
- c) El Prestatario/Receptor, a través del MAG, haya abierto las Cuentas Designadas en el Banco Central de Reserva de El Salvador.
- d) Se hayan asignado, cuando corresponda, los fondos de contrapartida que se utilizarán para cada año durante la ejecución del Programa, en el presupuesto general del Prestatario/Receptor.
- e) Se haya firmado el acuerdo con el administrador de recursos conforme al Anexo 1, sección II de este Convenio.

3. El Prestatario/Receptor designa al Ministro de Hacienda como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales, salvo con respecto a aquellos asuntos que se indican en el siguiente numeral.

4. Representante para la ejecución del Proyecto. El Prestatario/receptor designa al Ministro de Agricultura y Ganadería como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales con respecto a:

- a) Los retiros de la Cuenta del Préstamo y de la Donación ASAP (Sección 4.02 a 4.04, inclusive, y 4.08 de las Condiciones Generales).
- b) Todos los demás asuntos relacionados con la ejecución del Programa y la presentación de informes (Sección C y E del presente Convenio y Artículos VII, VIII ,IX y X de las Condiciones Generales).

5. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el FIDA:

Kanayo F. Nwanze
 Presidente
 Fondo Internacional de Desarrollo
 Agrícola

Por el Prestatario/Receptor:

Carlos Enrique Cáceres Chávez
 Ministro de Hacienda

 Orestes Fredesman Ortez Andrade
 Ministro de Agricultura y Ganadería

6. El presente Convenio de Financiación está sujeto a aprobación legislativa del Prestatario/Receptor para su entrada en vigor.

7. Se indican las direcciones que han de usarse para el intercambio de comunicaciones (avisos, notificaciones, solicitudes, e informes, entre otros) relacionadas con el presente Convenio:

Por el FIDA:

Fondo Internacional de Desarrollo
 Agrícola
 Via Paolo di Dono, 44
 00142 Roma, Italia

Por el Prestatario/Receptor:

Ministerio de Hacienda
 Boulevard de Los Héroes No. 1231, San
 Salvador, República de
 El Salvador

Con copia a:
 Ministerio de Agricultura y Ganadería
 Final 1ª Av. Norte, 13 Calle Oriente y Av.
 Manuel Gallardo, Santa Tecla, La Libertad,
 República de El Salvador

El presente Convenio, ha sido elaborado en idioma español en dos (2) ejemplares, uno (1) de los cuales es para el FIDA y uno (1) para el Prestatario/Receptor.

REPÚBLICA DE EL SALVADOR

Representante Autorizado

FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Anexo 1

Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Programa

1. Población-objetivo. La población-objetivo del Programa incluye a la población rural en condición de pobreza de la región Oriental, con potencial productivo y asociativo. El Programa utilizará tres estrategias para alcanzar su población objetivo: i) una estrategia basada en cadenas de valor, ii) una estrategia de focalización basada en la selección de las organizaciones participantes y iii) una estrategia de focalización social basada en la selección de familias y personas de los grupos más excluidos: mujeres, jóvenes e indígenas.

2. Meta y área del Programa. La meta del programa es “contribuir a reducir la pobreza rural en la Región Oriental de El Salvador”, que comprende los Departamentos de San Miguel, Usulután, La Unión y Morazán. El área del Programa podrá modificarse de común acuerdo entre las Partes siempre que se tenga en cuenta los criterios de selección iniciales.

3. Objetivos. El objetivo de desarrollo del Programa es “incrementar de forma sostenible los ingresos de familias rurales en condición de pobreza en los Departamentos de San Miguel, Usulután, La Unión y Morazán y facilitar su adaptación al cambio climático”.

4. Componentes. El Programa consta de tres (3) componentes:

Componente 1. Fortalecimiento de capacidades para la producción sustentable con adaptación al cambio climático:

El objetivo de este componente es mejorar servicios de investigación, extensión, educación y capacitación para el desarrollo de las cadenas priorizadas, bajo un enfoque de adaptación al cambio climático.

Las acciones programadas bajo este componente incluyen entre otros:

- i) El establecimiento de un servicio de información climática;
- ii) La realización de investigaciones e innovaciones tecnológicas;
- iii) El desarrollo de planes de adaptación al cambio climático;
- iv) El fortalecimiento del talento humano. Esta última incluye dos actividades:
 - a) el desarrollo de una oferta de capacitación para productores vinculados con las cadenas y b) el diseño e implementación de un programa de formación técnica para jóvenes y adultos.

Componente 2. Desarrollo de Cadenas de Valor Competitivas, Sustentables e Inclusivas

El objetivo del componente es promover el acceso sostenible de la población objetiva a mercados, como un mecanismo para el incremento de ingresos de familias rurales en condición de pobreza. Para tal fin, se promoverá un enfoque de cadenas de valor competitivas, inclusivas y sustentables, basado en la demanda del mercado.

Las acciones programadas bajo este componente incluyen entre otros:

- i) La promoción de alianzas estratégicas para fortalecer los eslabones y servicios de apoyo a la cadena;
- ii) El desarrollo de condiciones en las organizaciones para que puedan auto-gestionar la planificación de su negocio a través del Plan de Negocio de la Organización (PNO);
- iii) El fortalecimiento de capacidades a todos los niveles de las organizaciones y en todos los aspectos.

Componente 3. Fortalecimiento del marco de políticas públicas de desarrollo rural

El componente tiene como objetivo fortalecer el marco de políticas e institucional para el desarrollo rural. A través de este se apoyará en el análisis, formulación e implementación de políticas relacionadas con cadenas de valor seleccionadas, con las políticas de género, juventud rural y poblaciones indígenas y las de medio ambiente y adaptación al cambio climático. Se espera fortalecer las capacidades de mujeres, la juventud rural y población indígena, para mejorar su participación en el ciclo de las políticas públicas de desarrollo rural.

Las acciones programadas bajo este componente incluyen entre otras:

- i) El diálogo de políticas públicas conectado a las cadenas;
- ii) El diseño/implementación de la estrategia sectorial de adaptación al cambio ;
- iii) El fortalecimiento institucional del INJUVE;
- iv) La asistencia en políticas al MAG/OPPS para aplicar políticas nacionales de género, juventud y poblaciones indígenas, en el área rural;
- v) La promoción y realización de asambleas nacionales de jóvenes rurales como también de foros regionales para mujeres y poblaciones indígenas.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Programa
 - 1.1 Designación. El Prestatario/Receptor designa como Organismo Responsable del Programa al Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG).
 - 1.2 Responsabilidades. El MAG será el responsable de la ejecución general del Programa. El MAG, a través de la Dirección General de Desarrollo Rural (DGDR), será la encargada de conformar la Unidad de Gestión del Programa (UGP), que contará con autonomía de funcionamiento para su ejecución, pero responderá al MAG, como unidad ejecutora del financiamiento. En la práctica, el Programa será implementado por la UGP.
- 2 La Unidad de Gestión del Programa
 - 2.1 La UGP estará dirigida por la gerencia del Programa. La DGDR asistirá a la UGP para gestionar, ejecutar, supervisar y evaluar el Programa.
 - 2.2 La UGP contará con una estructura conformada por: un Gerente General; cinco unidades a nivel asesor (uno para el área específica: Administrativa-financiera, Comunicación, Desarrollo de capacidades, Inclusión y género y Planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento). El Manual de Operaciones

detallará la estructura de la UGP. Adicionalmente se contará con tres especialistas de áreas temáticas los cuales tendrán una función de coordinación, estas son: Ambiente y adaptación al cambio climático, Negocios rurales y Políticas públicas.

2.3 Todo el personal del Programa será contratado mediante procesos públicos, transparentes y competitivos, que se llevarán a cabo a través del PNUD como administrador de los recursos del Programa.

2.4 La UGP estará establecida en la ciudad de San Miguel y podrán establecerse sedes regionales durante la ejecución, para responder a las necesidades de las cadenas.

Las principales funciones de la UGP serán:

- a. Presentar al FIDA y al MAG los informes anuales, semestrales y especiales de ejecución.
- b. Presentar al Fondo las solicitudes de desembolsos, los informes financieros, y los informes anuales de auditoría.
- c. Verificar que el Programa se ejecute dentro de los plazos, las normas y las condiciones contractuales acordadas con el FIDA.
- d. Preparar los planes operativos anuales, de inversión y presentar las bases al PNUD para las adquisiciones, así como los reportes de avance en coordinación con los procedimientos establecidos por el FIDA.
- e. Coordinar con los representantes del FIDA la supervisión y todos los aspectos relacionados con la ejecución y asegurar la comunicación y coordinación permanente entre los diferentes actores e instancias.
- f. Realizar el seguimiento y evaluación de la ejecución de los (PN) Planes de Negocios y el alcance de objetivos con todas las actividades ejecutadas.
- g. Instalar un sistema electrónico de seguimiento y evaluación en coordinación con técnicos del MAG.
- h. Llevar registro de todas las actividades técnicas y financieras llevadas a cabo bajo el financiamiento del Programa.
- i. Preparar el Manual de Operaciones del Programa y llevar a cabo las actualizaciones del documento cuando corresponda.
- j. Abrir las cuentas del Programa.

3 Comités de evaluación/aprobación

3.1 El Programa contará con dos comités de evaluación/aprobación de propuestas de planes de negocio (PNO):

Comité de Evaluación Técnica (CET). El Comité de Evaluación Técnica (CET) será el encargado de garantizar la pertinencia, la viabilidad técnica productiva, económica, financiera y ambiental de los PNO.

Comité de Aprobación de Propuestas (CAP). El Comité de Aprobación de Propuestas (CAP) realizará la aprobación final de los PNO, mediante un acto público.

3.2 También se contará con un Comité responsable de la selección de estudiantes y otorgamiento de becas y pasantías, del Programa de Formación Técnica, que incluirá la participación de jóvenes.

- 3.3 El financiamiento de los PNO a las organizaciones será no reembolsable. Las organizaciones suscribirán convenios para la ejecución de los PNO y la administración de las transferencias del Programa.
- 4 Acuerdo de administración de recursos
- Se suscribirá un acuerdo entre el MAG y el Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), para la administración de recursos. El Prestatario/Receptor, a través del MAG, firmará un convenio que normará las relaciones entre el MAG y el PNUD, determinando claramente las condiciones de transferencia y administración de los recursos financieros y servicios, tales como: procesos de adquisiciones y contrataciones; y pagos de bienes o servicios. Todas las operaciones, compras, licitaciones entre otras, se realizarán compatiblemente con las normas y procedimientos del Fondo. La suscripción del convenio entre el MAG y el PNUD estará sujeta a la previa no objeción del Fondo.
- 5 Manual Operativo del Programa
- 5.1 El Manual de Ejecución o Manual Operativo del Programa (MOP) tendrá como propósito definir el marco conceptual, institucional, normativo y técnico del Programa, así como los niveles de responsabilidad de las instancias e instituciones involucradas en su implementación. Asimismo, se definen las responsabilidades, los procedimientos operativos, administrativos y financieros, y acciones que son necesarias para su implementación, bajo un esquema flexible sujeto a los ajustes que se definirán entre las partes facultadas para ello. El MOP será de uso obligatorio para todos los funcionarios, directivos, técnicos, personal de las diferentes instituciones responsables del cumplimiento de los objetivos del Programa; así como de las organizaciones e instituciones públicas participantes. Deberá ser elaborado por la Unidad de Gestión del Programa (UGP) y aprobado por el MAG, el cual tendrá la responsabilidad de trasladarlo al FIDA para su no objeción final.
- 5.2 En los casos que se requiera incluir modificaciones al MOP, éstas deberán ser igualmente aprobadas por el MAG y la UGP, previa recomendación del FIDA y posterior no objeción.

Anexo 2
Cuadro de Asignaciones

1. Asignación de los recursos del Préstamo y de la Donación ASAP. a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y Donación ASAP y la asignación de los montos a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categorías	Monto del Préstamo asignado (expresado en EUR)	Monto de la Donación ASAP asignado (expresado en DEG)	Porcentaje de financiación
1. Vehículos, equipos y materiales	370 000		100% sin impuestos
2. Asistencia Técnica/consultorías (Convenios institucionales)	400 000	1 540 000	100% sin impuestos
3. Asistencia Técnica/consultorías (contratos de servicios)	2 610 000	100 000	100% sin impuestos
4. Negocios Rurales (donaciones y subvenciones)	4 600 000	1 410 000	100% de gastos totales
5. Salarios y costos operativos	1 780 000	150 000	100% de gastos totales para los salarios y 100% sin impuestos para los costos operativos
Sin asignación	1 090 000	360 000	
TOTAL	10 850 000	3 560 000	

b) Algunos de los términos que se emplean en el cuadro de asignaciones se definen a continuación:

- i. Asistencia Técnica/consultorías (convenios institucionales): Esta categoría se refiere a los convenios institucionales entre el Programa e instituciones para actividades de adaptación al cambio climático y de apoyo al marco de políticas públicas de desarrollo rural.
- ii. Asistencia Técnica/consultorías (contratos de servicios): Esta categoría se refiere a los contratos de servicios entre el Programa y proveedores de servicios para actividades de fortalecimiento de las organizaciones beneficiarias en aspectos organizacionales, productivos, agregado de valor y de acceso a mercados.
- iii. Negocios Rurales (donaciones y subvenciones): Esta categoría se refiere a los fondos transferidos por el Programa a las organizaciones de beneficiarios para la implementación de los planes de negocios.

El detalle de estas definiciones se incluirá en el Manual de Operaciones del Programa.

2. Costos de puesta en marcha. El retiro de fondos de la cuenta del Préstamo respecto de los costos de puesta en marcha realizados antes de satisfacer las condiciones previas para el retiro no deberán exceder un monto total de USD 200 000 para la categoría 5 "Salarios y costos operativos", para financiar costos asociados con la contratación del personal clave, la elaboración del MOP e la implementación del sistema contable.

Marco Lógico

Descripción resumida	Indicadores básicos de resultados	Medios de verificación	Periodicidad/Responsable	Hipótesis (H) / Riesgos (R)
	Meta			
Contribuir a reducir la pobreza rural en la Región Oriental de El Salvador	Al finalizar el Programa: <ul style="list-style-type: none"> Reducción porcentual de la pobreza (3% en pobreza extrema) Los hogares, en promedio, incrementan los activos en un 10%, respecto a la línea base (RIMS) % de reducción en la desnutrición infantil (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> Línea de base Informes de pobreza Evaluaciones RIMS Evaluación final del proyecto 	<ul style="list-style-type: none"> Año 5 del proyecto/MAG 	<ul style="list-style-type: none"> Los objetivos, metas y acciones priorizadas por el Gobierno en las políticas nacionales se mantienen
	Objetivo de desarrollo del proyecto			
Incrementar de forma sostenible los ingresos de familias rurales en condición de pobreza en los Departamentos de San Miguel, Usulután, La Unión y Morazán y facilitar su adaptación al cambio climático	Al finalizar el Programa: <ul style="list-style-type: none"> 33.200 beneficiarios - 8300 familias (20% Jóvenes, 40% mujeres, 5% indígenas) reciben servicios del proyecto (RIMS 1.8.1) 5900 familias con PN incrementan los ingresos a/ 20.000 beneficiarios - 5000 productores atendidos con PNO más resilientes al cambio climático (RIMS 1.8.5) b/ 	<ul style="list-style-type: none"> Línea de base sobre ingresos Estudios evaluativos de ingresos 	<ul style="list-style-type: none"> Anualmente/MAG Año 3 y Año 5 del proyecto/MAG 	<ul style="list-style-type: none"> El compromiso político con el sector productivo agrícola mantiene su importancia como eje dinamizador de bienestar económico y social. Los fenómenos naturales y climáticos en la región Oriental se dan con poca frecuencia y baja magnitud. La criminalidad y violencia en el país y la región se mantiene en niveles controlados.
Efecto directo 1/Componente 1 Instituciones públicas (MAG, CENTA, ENA, MARN) cuentan con mayor capacidad para transferir tecnologías de adaptación al cambio climático (ACC), asociado a las cadenas de valor	Al finalizar el Programa: <ul style="list-style-type: none"> 100% de instituciones participantes han mejorado sus capacidades para transferir tecnologías con ACC, respecto a la línea base c/ 5000 productores utilizan información climática para la toma de decisiones 	<ul style="list-style-type: none"> Línea de base Evaluaciones sobre capacidades institucionales 	<ul style="list-style-type: none"> Anualmente/MAG Año 3 y Año 5 del proyecto/MAG 	
Efecto directo 2/Componente 1 Las organizaciones y los actores públicos y privados regionales desarrollan planes de gestión de riesgos climáticos	Al finalizar el Programa: <ul style="list-style-type: none"> Al menos 60% de los planes de gestión de riesgo climático en funcionamiento 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluación final Informes de seguimiento 	<ul style="list-style-type: none"> Año 5 del proyecto/MAG Anualmente/MAG 	
Efecto directo 3/Componente 1 Personas (jóvenes, adultas) preparadas para el empleo en cadenas de valor con ACC	Al finalizar el programa: <ul style="list-style-type: none"> Al menos un 40% de las personas formadas cuentan con empleo/autoempleo (25% en organizaciones apoyadas) d/ 	<ul style="list-style-type: none"> Registros de empleos de las organizaciones Evaluación sobre empleo 	<ul style="list-style-type: none"> Anualmente/MAG Año 3 y Año 5 del proyecto/MAG 	<ul style="list-style-type: none"> Existe interés de la población joven al trabajo productivo ante opciones de migración y remesas
Efecto directo 1/Componente 2 Actores regionales coordinan estrategias para el desarrollo de las cadenas de valor	Al finalizar el Programa: <ul style="list-style-type: none"> Al menos 5 propuestas para mejorar el desempeño de las cadenas en la región implementadas (según estrategias) 100% de representantes de organizaciones con capacidades mejoradas para la participación activa en las mesas de las cadenas, respecto a la línea base 	<ul style="list-style-type: none"> Documentos de alianzas establecidas Evaluación final 	<ul style="list-style-type: none"> Año 3 y Año 5 del proyecto/MAG Año 5 del proyecto/MAG 	

Descripción resumida	Indicadores básicos de resultados	Medios de verificación	Periodicidad/Responsable	Hipótesis (H) / Riesgos (R)
Efecto directo 2/Componente 2 Organizaciones cuentan con condiciones para la planificación de negocios	<ul style="list-style-type: none"> Al finalizar el Programa ▪ 100% de organizaciones (20% jóvenes, 40% mujeres, 5% indígenas) con condiciones mejoradas para la planificación de negocios e/ ▪ 100% de organizaciones con habilidades para la identificación y gestión de riesgos ambientales y climáticos (RIMS 2.6.5) ▪ 5000 productores han adoptado tecnologías de adaptación al cambio climático ▪ Al menos 50% de organizaciones (tipos A,B) con acceso a servicios financieros f/ ▪ Al menos 1 institución financiera (IF) con oferta de servicios adecuada, según el grupo objetivo, en implementación 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Estudio evaluativo ▪ Registros de organizaciones/personas con crédito ▪ Informes de capacitación ▪ Ofertas de servicios de IF 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Año 3 del proyecto/MAG ▪ Año 2, 3, 4 y 5 del proyecto/MAG ▪ Anualmente/MAG ▪ Anualmente/MAG 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Factores (externos) económicos que afecten la producción y la productividad agrícola, y/o que desaceleren la economía se mantienen estables
Efecto directo 3/Componente 2 Organizaciones acceden mercados de forma competitiva y sostenible	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 60% de organizaciones con acceso a mercados mejorado g/ ▪ Al menos 80% de organizaciones reportan mejora en la calidad de los productos ▪ Al menos 40% de organizaciones agregan valor a sus productos (prácticas BPM, procesamiento básico) ▪ 70% de locales de almacenamiento, comercialización y transformación en funcionamiento (RIMS 2.4.3) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Línea de base ▪ Evaluación final ▪ Informes de infraestructura 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Año 3 y Año 5 del proyecto/MAG ▪ Año 5 del proyecto/MAG ▪ Anualmente/MAG 	
Efecto directo 1/Componente 3 Las organizaciones y los actores públicos y privados fortalecen el diálogo de políticas públicas en torno a las cadenas de valor	<ul style="list-style-type: none"> Al finalizar el Programa ▪ 500 personas representantes de organizaciones (50% mujeres) y 50 funcionarios de instituciones públicas cuentan con capacidades mejoradas para el diálogo de políticas públicas, respecto a la línea base ▪ 100% de Instituciones del sector público participantes con capacidades mejoradas para el diálogo de política sobre cadenas de valor ▪ 100% de propuestas de remoción de barreras regulatorias identificadas por las mesas insertadas en el diálogo de políticas nacionales 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Estudios evaluativos ▪ Informes de seguimiento 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Año 3 y Año 5 del proyecto/MAG ▪ Anualmente/MAG 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existe una coordinación favorable por parte del gobierno para el desarrollo de las políticas a nivel nacional y regional
Efecto directo 2/Componente 3 El sector público (MAG, MARN, INJUVE, Municipalidades) fortalecido en la aplicación de políticas públicas para el desarrollo rural y cambio climático	<ul style="list-style-type: none"> Al finalizar el Programa: ▪ Fomento de instrumentos de políticas ambientales y de ACC favorables a la población rural pobre (RIMS 1.6.12)h/ ▪ Fomento de políticas favorables a jóvenes, mujeres e indígenas (RIMS 2.61) i/ ▪ MAG/OPPS, INJUVE y municipalidades con capacidades fortalecidas en implementación de políticas públicas para el sector rural 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informes de seguimiento ▪ Documentos de instrumentos elaborados 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Anualmente/MAG ▪ Año 3 y Año 5 del proyecto/MAG 	
Efecto directo 3/ Componente 3 La juventud, mujeres e indígenas del área rural fortalecen sus capacidades para participar en el diálogo de políticas públicas	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 120 representantes de las organizaciones cuentan con capacidades mejoradas para el diálogo de políticas. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Línea de base ▪ Evaluación final 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Año 3 y Año 5 del proyecto/MAG ▪ Año 5 del proyecto/MAG 	

* Datos según hombre, mujer, grupo etario, población indígena, Departamento, Municipio.

a/ Medido según ingresos (brutos) incrementados, en promedio, un 100% por un año o más, y considerando las fuentes de ingresos (diversificación) asociadas al Programa.

b/ Un productor aumenta su resiliencia al cambio climático si se cumple al menos dos de las siguientes condiciones i) que utiliza información sobre el clima difundido por el proyecto, ii) que implementa las actividades de adaptación al cambio climático en el contexto de un plan de negocios cofinanciado por el proyecto, iii) sus tierras o activos están cubiertos por un uno de los 10 riesgos climáticos y el plan de manejo de recursos naturales con el apoyo del proyecto, iv) que se encuentra en una de las 10 comunidades locales cuya planificación incluye el tema del cambio climático a través del apoyo del proyecto.

c/ Indicadores sustentadores (medidos antes y después) para cada institución participante, según variables (Ej. i) conocimientos/habilidades y destrezas, ii) aspectos operativos (equipamiento, software, materiales)

d/ Empleo: Cuando una persona al servicio de otra (patrono, empleador), mediante un contrato realiza su actividad profesional en forma continua a cambio de una remuneración o salario.

e/ Indicadores sustentadores: organizaciones identifican prioridades participativamente, formulan propuestas y gestionan alianzas con actores de la cadena

f/ Indicadores sustentadores: 50% organizaciones cuentan con créditos aprobados para la organización y/o para los asociados

g/ Indicadores sustentadores: Al menos 80% de organizaciones (familias) reportan incrementos en el valor de las ventas por uno o más años, 40% diversificado canales de comercialización

h/ Al menos un instrumento/proceso de política ambiental y de ACC elaborado con el apoyo del proyecto

i/ Al menos un instrumento de política para género, juventud, poblaciones indígenas elaborado